L.918/1

9181

épuré.

YB.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale le 25 janvier 1950 d'une demande d'avis urgent sur un projet d'arrêté du Régent "relatif à l'âge de la mise à la retraite des officiers", a donné en sa séance du 27 janvier 1950 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e Januari 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "betreffende de leeftijd van het op pensioen stellen van de officieren", heeft ter zitting van 27 Januari 1950 het volgend advies gegeven:

Observations générales.

I.

Le quatrième alinéa du rapport au Régent pourrait faire croire qu'une distinction a été établie entre la mise à la retraite et la mise à la pension des officiers.

Les lois en vigueur ne font pas cette distinction. Le projet étant pris en exécution de l'article 3, A, 4° et 5° des lois coordonnées sur les pensions militaires, qui donne au Roi "la faculté de mettre à la pension", le Conseil d'Etat est d'avis que pour rester fidèle à la terminologie légale il conviendrait d'employer les termes "mis à la pension" plutôt que "mis à la retraite".

Les dispositions réglementaires ont employé indistinctement ces deux expressions. Tant que la loi n'aura pas attaché à ces mots des sens différents, l'expression "mise à la retraite" peut néanmoins être employée dans le sens de "mise à la pension".

II.

Aucun arrêt du Conseil d'Etat n'a "relevé la discordance" existant entre les lois coordonnées sur les pensions militaires et les arrêtés des 29 mars et 14 novembre 1946. La dernière phrase du deuxième alinéa du rapport au Régent est donc erronée.

III.

La création des emplois en surnombre n'est légale, en temps de paix, que dans la mesure où le nombre d'emplois conférés ne dépasse pas celui prévu par le législateur dans l'article 2 de la loi du 16 juin 1937, qui fixe les cadres, en officiers, de l'armée sur pied de paix, non compris la gendarmerie.

IV.

Le caractère de rétroactivité que le Gouvernement entend donner au projet, doit être indiqué.

Cette rétroactivité permettra aux intéressés de faire valoir tous les droits qui leur auraient appartenu s'ils étaient restés en activité.

Des cumuls de traitement à charge de l'Etat pourraient résulter de l'application du projet si le gouvernement ne règlemente pas spécialement cette matière.

Examen du texte.

1. Le projet ne comporte pas d'intitulé : il y a lieu de lui en donner un.

2. Le préambule se réfère à un avis de la section de législation du Conseil d'Etat qui n'a pas encore été publié parce qu'il se rapporte à un projet de loi non encore déposé.

   Cet avis n'est pas un fondement juridique du présent arrêté et ne pourrait être invoqué que s'il avait été publié.

3. Le procédé qui consiste à remplacer le texte de l'arrêté du Régent du 29 mars 1946 et le texte de l'arrêté du Régent du 14 novembre 1946 en vidant ces arrêtés de tout leur contenu, doit être déconseillé. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il faut rapporter les arrêtés des 29 mars et 14 novembre 1946.

4. L'arrêté du Régent du 27 mai 1949 relatif à la retraite des officiers de l'armée devra être mis en concordance avec le présent projet.

*

* *

Pour le surplus, le projet n'appelle que des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE DU REGENT RELATIF A LA MISE A LA PENSION DES OFFICIER. DE L'ARMEE ET DE LA FORCE AERIENNE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, notamment l'article 3 modifié par la loi du 13 juillet 1934;

Vu la loi du 16 juin 1937, loi qui fixe les cadres, en officiers, de l'armée sur pied de paix, non compris la gendarmerie, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Régent du 27 mai 1949 relatif à la retraite des officiers de l'armée;

Vu l'arrêté du Régent du 9 juillet 1949 relatif à la répartition des officiers ensuite de la loi des cadres en officiers de l'armée sur pied de paix du 16 juin 1937;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les officiers des cadres actifs de l'armée sont mis à la retraite à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de :

1° soixante et un ans, pour les lieutenants-généraux;
2° cinquante-neuf ans, pour les généraux-majors;
3° cinquante-six ans, pour les colonels;
4° cinquante-cinq ans, pour les lieutenants-colonels et majors;
5° cinquante et un ans, pour les capitaines-commandants et capitaines;
6° cinquante ans, pour les lieutenants et sous-lieutenants.

Article 2.-

§ 1er.- Les officiers des cadres actifs du personnel navigant de la force aérienne sont mis à la retraite, à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de :

1° cinquante-six ans, pour les lieutenants-généraux;
2° cinquante-quatre ans, pour les généraux majors;
3° cinquante-deux ans, pour les colonels;
4° cinquante ans, pour les lieutenants-colonels;
5° quarante-huit ans, pour les majors;
6° quarante-cinq ans, pour les capitaines-commandants, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants.

§ 2 . - Les officiers techniciens et d'administration des cadres actifs de la force aérienne sont mis à la retraite, à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de :

1° soixante et un ans, pour les lieutenants-généraux;
2° cinquante-neuf ans, pour les généraux majors;
3° cinquante-six ans, pour les colonels;
4° cinquante-cinq ans, pour les lieutenants-colonels et majors;
5° cinquante et un ans, pour les capitaines-commandants et capitaines;
6° cinquante ans, pour les lieutenants et sous-lieutenants.

Article 3.-

Sous réserve des dispositions de l'arrêté du Régent du 27 mai 1949 et jusqu'à une date qui sera fixée par le Roi, les Lieutenants-colonels et les majors âgés respectivement de plus de cinquante-quatre et de cinquante-trois ans sont comptés, à partir de la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint cet âge, en surnombre des chiffres fixés par l'arrêté du Régent du 9 juillet 1949.

Article 4.-

Les arrêtés du Régent du 29 mars 1946 modifiant l'âge de mise à la retraite des officiers de l'armée et l'arrêté du Régent du 14 novembre 1946 fixant l'âge de mise à la retraite des officiers de l'aviation militaire sont rapportés.

Article 5.-

Le présent arrêté sort ses effets à partir du 31 mars 1946.

Article 6.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Défense nationale,

Algemene opmerkingen.

I.

Het vierde lid van het verslag aan de Regent kan doen denken dat een onderscheid is gemaakt tussen de oprustpensioenstelling en de oppensioenstelling der officieren.

De geldende wetten kennen dit onderscheid niet. Daar het ontworpen besluit wordt genomen ter uitvoering van artikel 3, 4, 4° en 5°, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, volgens hetwelk de Koning "kan op pensioen stellen", is de Raad van State van advies dat, om trouw te blijven aan de wettelijke terminologie, het gebruik geboden is van de term "oppensioenstelling" veeleer dan "oprustpensioenstelling".

In de reglementsbepalingen zijn die twee uitdrukkingen zonder onderscheid gebruikt. Zolang de wet aan die woorden geen verschillende betekenis heeft gehecht, kan de uitdrukking "oprustpensioenstelling" niettemin gebruikt worden in de betekenis van "oppensioenstelling".

II.

Geen enkel arrest van de Raad van State heeft het "gebrek van overeenstemming" tussen de samengeordende wetten op de militaire pensioenen en de besluiten van 29 Maart en 14 November 1946 "opgeworpen". De laatste volzin van lid 2 van het verslag aan de Regent is dus verkeerd.

III.

Het instellen van overtallige betrekkingen is in vredestijd alleen wettelijk, in de mate dat het getal toegekende betrekkingen niet meer bedraagt dan dat, wat door de wetgever is bepaald in artikel 2 van de wet van 16 Juni 1937,

.../...

welke wet de officierenkaders van het leger op vredesvoet, de rijkswacht niet inbegrepen, vaststelt.

IV.

Daar het besluit terugwerkende kracht heeft, zullen de belanghebbenden alle rechten kunnen laten gelden waarover zij zouden beschikt hebben,waren zij in activiteit gebleven.

Zo de Regering deze stof niet in het bijzonder regelt, zou cumulatie van wedden ten laste van de Staat uit de toepassing van het ontwerp kunnen volgen.

Onderzoek van de tekst.

1. Het ontwerp heeft geen titel: het zou er een moeten krijgen.

2. De inleiding verwijst naar een advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State, dat tot dusver niet werd bekendgemaakt, omdat het betrekking heeft op een nog niet neergelegd ontwerp van wet.

Dit advies is geen rechtsgrond van dit besluit; slechts indien het bekendgemaakt was, zou men het kunnen inroepen.

3. Als procédé is het zeker niet aan te bevelen, de tekst van het besluit van de Regent van 29 Maart 1946 en de tekst van het besluit van de Regent van 14 November 1946 te vervangen, en zodoende aan deze besluiten geheel hun

.../...

inhoud te ontnemen. De Raad van State is van advies dat de besluiten van 29 Maart en 14 November 1946 moeten ingetrokken worden.

4. Het besluit van de Regent van 27 Mei 1949 betreffende het rustpensioen van de officieren van het leger dient met het onderhavige besluit in overeenstemming te worden gebracht.

* * *

Voorts zijn bij het ontwerp slechts opmerkingen te maken betreffende de vorm; de hierna voorgestelde tekst houdt er rekening mede :

BESLUIT VAN DE REGENT BETREFFENDE HET OP PENSIOEN STELLEN DER OFFICIEREN VAN HET LEGER EN VAN DE LUCHTMACHT.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet ;

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen, samengeordend bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, namelijk op het bij de wet van 13 Juli 1934 gewijzigd artikel 3 ;

Gelet op de wet van 16 Juni 1937 waarbij de kaders worden vastgesteld der officieren van het leger op vredesvoet, de rijkswacht niet inbegrepen, namelijk op artikel 2 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 27 Mei 1949 betreffende het rustpensioen der officieren van het leger ;

Gelet op het besluit van de Regent van 9 Juli 1949 betreffende de verdeling der officieren ingevolge de wet op het kader der officieren van het leger op vredesvoet van 16 Juni 1937 ;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De officieren der actieve kaders van het leger worden op rustpensioen gesteld op het einde van het trimester tijdens hetwelk zij de leeftijd bereikt hebben van :

1° een en zestig jaar, voor de luitenant-generaals;

2° negen en vijftig jaar, voor de generaal-majoors;

3° zes en vijftig jaar, voor de kolonels;

4° vijf en vijftig jaar, voor de luitenant-kolonels en majoors;

5° een en vijftig jaar, voor de kapiteins-commandanten en kapiteins ;

6° vijftig jaar, voor de luitenants en onderluitenants.

Artikel 2.-

§ 1.- De officieren van de actieve kaders van het varend personeel van de luchtmacht worden op rustpensioen gesteld op het einde van het trimester tijdens hetwelk zij de leeftijd bereikt hebben van :

1° zes en vijftig jaar, voor de luitenant-generaals;

2° vier en vijftig jaar, voor de generaal-majoors;

3° twee en vijftig jaar, voor de kolonels;

4° vijftig jaar, voor de luitenant-kolonels;

5° acht en veertig jaar, voor de majoors;

6° vijf en veertig jaar, voor de kapiteins-commandanten, kapiteins, luitenants en onderluitenants.

.../...

§ 2.- De technische officieren en de officieren van bestuur van de aktieve kaders van de luchtmacht worden op rustpensioen gesteld op het einde van het trimester tijdens hetwelk zij de leeftijd hebben bereikt van :

1° een en zestig jaar, voor de luitenant-generaals;

2° negen en vijftig jaar, voor de generaal-majoors;

3° zes en vijftig jaar, voor de kolonels;

4° vijf en vijftig jaar, voor de luitenant-kolonels en majoors;

5° een en vijftig jaar, voor de kapiteins-commandanten en kapiteins;

6° vijftig jaar, voor de luitenants en onderluitenants.

Artikel 3.-

Behoudens de bepalingen van het besluit van de Regent van 27 Mei 1949 en tot een door de Koning te bepalen datum, worden de luitenant-kolonels en de majoors, wier leeftijd onderscheidenlijk hoger is dan vier en vijftig en drie en vijftig jaar, te rekenen van het einde van het trimester waarin zij deze leeftijd hebben bereikt, gerekend als overtallig ten aanzien van de cijfers, bij besluit van de Regent van 9 Juli 1949 bepaald.

Artikel 4.-

Het besluit van de Regent van 29 Maart 1946 houdende wijziging van de leeftijdsgrens tot pensionnering van de officieren van het leger en het besluit van de Regent van 14 November 1946 houdende vaststelling van de leeftijdsgrens tot pensionnering van de officieren van het militair vliegwezen worden ingetrokken.

Artikel 5.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 Maart 1946

Artikel 6.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de .

VANWEGE DE REGENT :

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET. (signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le janvier 1950. De Januari 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.